

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

93/44

TELLE QUE PRONONCÉE

DÉCLARATION

DE

L' HONORABLE MICHAEL WILSON,

MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES

ET DE LA TECHNOLOGIE,

ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,

À LA RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE

AU NIVEAU MINISTÉRIEL

«L'OCDE À L'HEURE DE L'INTERDÉPENDANCE»

PARIS (France)

Le 3 juin 1993

Monsieur le président,

Il est dans l'intérêt de tous les pays membres que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) élargisse ses relations avec les pays tiers.

Le Canada a exhorté l'OCDE à élargir son programme de relations avec les non-membres parce que nous croyons que l'Organisation a beaucoup à offrir aux nouveaux intervenants majeurs dans l'économie mondiale, et beaucoup à apprendre d'eux.

Grâce aux compétences uniques que possède l'OCDE, nous pouvons faciliter l'intégration des non-membres au sein du système économique international ainsi que promouvoir et faciliter une réforme économique et politique.

Le dialogue avec les pays non membres, surtout ceux qui deviennent des partenaires commerciaux dont l'importance s'accroît, est tout aussi essentiel et nous permet de mieux connaître leur économie ainsi que leur mode d'élaboration des décisions.

Les relations de l'OCDE avec les pays non membres varient en fonction du niveau d'interaction économique. Le Canada est entièrement favorable au maintien de cette optique d'ouverture différenciée. Nous avons constaté qu'un certain nombre de pays ont intensifié leur coopération économique avec l'OCDE au fur et à mesure que leur économie s'est développée.

Le Mexique et la Corée en sont de bons exemples. Ces deux pays participent désormais activement à plusieurs comités de l'OCDE auxquels ils ont apporté une précieuse contribution tout en tirant de cet exercice une expérience profitable.

Partant de l'hypothèse, généralement acceptée à l'OCDE, que les membres éventuels de l'Organisation doivent être des démocraties qui possèdent une économie de marché ayant d'importantes interactions avec les économies des membres actuels, nous croyons que le Mexique est maintenant prêt à devenir membre de l'OCDE et que la Corée le sera très bientôt.

Le Mexique a démontré son attachement aux valeurs que partagent les pays membres de l'OCDE en mettant en oeuvre d'importantes réformes économiques, en libéralisant le commerce, en mettant en place le cadre juridique qui lui permet de respecter les codes de l'OCDE sur l'investissement, et en s'efforçant d'améliorer sa performance aux chapitres des droits de la personne et de la protection de l'environnement.

Ces mesures capitales ont rendu l'économie mexicaine plus dynamique et ont intensifié son interdépendance avec le reste de la planète. Aussi le dialogue et l'examen paritaire des questions de commerce et d'économie relatives au Mexique sont-elles encore plus fondamentales pour nous tous.

J'ai acquis de ma participation aux négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain la conviction profonde que le Mexique est prêt à recevoir une invitation à se joindre à l'OCDE en 1994; ce serait à notre avantage comme organisation tout autant qu'au leur. Nous souhaitons voir nos collègues mexicains présents autour de cette table lors de la prochaine réunion au niveau des ministres.

Monsieur le président, certains pays de l'Europe centrale et orientale de l'ancienne Union soviétique ont également fait des efforts considérables pour réformer leurs systèmes économiques et politiques.

Nous croyons que le Centre de l'OCDE pour la coopération avec les économies européennes en transition a surtout donné priorité aux domaines dans lesquels l'OCDE jouit, selon nous, d'un «avantage comparatif».

L'évaluation de programme en cours nous aidera à mesurer l'efficacité du Centre. Nous en tiendrons compte lorsque viendra le moment de nous prononcer sur le programme de travail et le budget.

Le Canada appuie fermement le maintien de la coopération entre la Russie et l'OCDE et accueille favorablement la requête de la Russie visant à resserrer ses liens avec l'Organisation. C'est ce qui lui permettra d'évaluer ses intérêts et la contribution qu'elle peut apporter, tout en tirant parti de sa participation aux discussions sur un large éventail de questions de politique sectorielle et macro-économique.

Nous devons également établir avec ces pays, à un niveau plus élevé, des dialogues plus approfondis sur les politiques. La réunion de haut niveau tenue le mois dernier n'était pas parfaite mais constituait une première étape importante vers l'établissement d'un dialogue plus fructueux.

Monsieur le président, il est de notre devoir de relever ensemble le défi de la coopération en matière de développement et d'accélérer le processus d'intégration de tous les pays dans le système économique international. Il est primordial que nous améliorions la qualité et l'orientation de nos programmes d'aide.

Nous devons utiliser les atouts de l'OCDE pour nous assurer que toutes nos politiques à l'égard des pays en développement se renforcent mutuellement. Aussi le Canada appuie les démarches visant à accroître la cohérence entre les politiques de coopération au développement et les politiques en matière de commerce, d'investissement et d'environnement.

Les contraintes budgétaires, associées à de nouvelles demandes, nous poussent à nous assurer que nos ressources collectives

seront utilisées de façon optimale. Nous nous tournons vers l'OCDE afin que cette dernière mette à notre disposition une base analytique et des conseils en matière de politiques nous permettant de faire face à ces nouvelles réalités.

Les phénomènes de migration soulèvent de nouveaux problèmes requérant des solutions fondées sur la coopération internationale et la prévention ainsi que des mesures de redressement. La conférence de Madrid sur la migration, coparrainée par le Canada, a mis en lumière la nécessité d'élaborer des stratégies de développement globales afin d'atténuer les pressions qu'engendre l'émigration et de faciliter la gestion des flux migratoires.

L'OCDE doit continuer d'analyser les tendances de l'immigration selon une approche multidisciplinaire tout en accordant une attention particulière aux liens qui existent entre l'aide, le commerce et l'investissement étranger direct.

Monsieur le président, j'aimerais, pour conclure, souligner la qualité du travail accompli dans le cadre du dialogue informel avec les pays non-membres ainsi que le dynamisme de ces derniers. Les réunions tenues jusqu'à maintenant ont été productives et instructives.

Nous appuyons sans réserve la décision d'élargir le dialogue sur certaines questions.

Certains ont dit craindre que l'OCDE, en partageant ses énergies entre ses tâches fondamentales et sa collaboration avec les pays non membres, n'en arrive à négliger les activités traditionnelles en matière de politique économique à l'intention des pays membres.

Ce ne sera pas nécessairement le cas. Les services que l'organisation fournit à ses membres doivent demeurer sa priorité. Cependant, en maintenant un réseau de contacts ouverts avec les pays qui aspirent à se doter de systèmes économiques et politiques comparables aux nôtres, pays membres et non-membres peuvent oeuvrer ensemble à la réalisation des objectifs de croissance économique, de libre-échange multilatéral et de développement. Loin d'être incompatibles, ces différents objectifs sont en fait complémentaires.

Pour conclure, monsieur le président, j'aimerais revenir sur la proposition très pertinente faite par notre collègue suédois ce matin à l'effet que nous devrions adopter une approche plus stratégique à l'égard de nos relations avec les non-membres. Sa proposition de créer un «groupe de personnes éminentes» chargé d'étudier cette question me paraît mériter notre appui. Ce serait une méthode extrêmement valable pour nous permettre d'aboutir à la bonne orchestration de nos relations, de nos programmes et du dialogue avec les non-membres pour le plus grand bénéfice de tous ceux qui sont concernés.

Je trouve aussi intéressante l'idée de séparer le Centre pour la coopération avec les économies européennes en transition de l'OCDE (de la même façon que l'Agence internationale de l'énergie). C'est une idée qu'un groupe de personnes éminentes pourrait étudier.